

Se méfier des fausses bonnes idées. Du RBI

Par Sophie Swaton (Université de Lausanne)

En temps de crise, il y a des idées qui resurgissent avec force, témoignant presque d'un idéal identitaire. L'idée d'un revenu de base inconditionnel fait partie de ces idées, depuis plus de deux siècles. Pourtant, si elle séduit dans le principe, elle ne convainc pas dans les faits. Notons avant tout qu'il s'agit d'un débat d'idées : toute personne devrait

En outre, certains des théoriciens du RBI plaident pour une refonte totale du système de protection sociale en place et pour l'instauration d'une taxe unique / imposition unique () qui supprimerait aussi la relation de face à face qu'entretiennent les plus précaires avec les assistantes et assistants sociaux.

Quant à l'écologie et à la nécessité de valoriser précisément des activités à la fois plus sociales, humaines, centrées sur les personnes, moins énergivores et inscrites dans les limites planétaires, elles ne sont pas plus mises en avant dans les arguments actuels en faveur du RBI que la nécessité de relancer la croissance. Le modèle d'un financement du dispositif par une rente pétrolière à l'instar du modèle en Alaska reste valide, économiquement et éthiquement parlant, avec une extension des financements à des taxes sur les robots ou un prélèvement sur le taux de croissance à niveau européen le cas échéant.

De fait, à mon sens, on passe malheureusement complètement à côté de l'impératif écologique de devoir produire et consommer dans la limite des ressources naturelles disponibles. Se prévaloir d'un droit sur la nature n'a pas de sens quand cette nature elle-même est menacée et nous menace au point d'éteindre notre espèce pour la première fois depuis l'histoire de l'humanité. Avec la crise sanitaire et économique que nous traversons, il n'est donc pas étonnant de voir ressurgir cette fausse nouvelle idée d'un RBI : donner à tout le monde un revenu, comprenant ou pas une monnaie locale, sans proposer un modèle économique durable alternatif, pour simplement permettre aux gens de consommer, et aux entreprises d'avoir des liquidités. Est-ce vraiment avoir compris le fond du problème qui est désormais écologique (au-delà des partis politiques) ?

Or, une mesure comme le RBI est défendue aussi bien par la droite de la droite et les partisans de l'ultralibéralisme au nom d'une restructuration de nos mécanismes de protection sociale , que par ceux qui croient vraiment à la fin du travail, pensée comme une activité uniquement spoliatrice, re étant l'exploitation des travailleurs. Mais peut-on tenir ensemble, dans une seule mesure autant d'arguments contradictoires ? De plus, en complément de l'urgence climatique, est-ce vraiment la fin du travail, et de quel travail parle-t-on ?

Deux conceptions du travail

En France en particulier, en Europe en général, ce sont deux conceptions du travail qui s'affrontent : celle prônant un travail qui aliène et dont il faut s'affranchir dans une société post-capitaliste ; une société dans laquelle chacun serait à même de mener les activités de son choix. Et une autre conception du travail, perçue comme facteur de reconnaissance et d'émancipation, auquel tout le monde a droit. Dans cette dernière conception du travail, l'épanouissement a un sens et un travail choisi peut avoir plus d'attrait qu'un loisir.

Car, qu'on le veuille ou non, le travail reste un fort facteur de reconnaissance sociale, et peut encore être un facteur d'épanouissement. C'est précisément le cas pour cette vague de plus en plus forte des actrices et acteurs de la transition qui se lancent dans de nouveaux métiers, compatibles avec une empreinte écologique faible. Ces initiatives s'organisent autour de communs à protéger, sur des territoires bien identifiés. Ce sont des communs sur chaque territoire qu'il s'agit de repérer (eau, forêts, ressources naturelles), pour les protéger et en s'appuyant, ce qui est fondamental pour son acceptabilité, sur les dispositifs et ressources humaines déjà existantes : collectifs de citoyens engagés, élus motivés, municipalités, associations actives et ONG.

Cela est rassurant, car ce qui nous attend avec le dérèglement climatique et la destruction de nos écosystèmes, c'est une multiplication des problèmes sanitaires, mais pas seulement. Avec des températures à 50 degrés dans l'arc indopakistanaise, au Sud du Maghreb et en Espagne en 2018 puis en 2019, si nos organismes ont du mal à s'adapter,

certaines insectes ravageurs en profitent pour proliférer ; ainsi, au-delà des conséquences sur notre santé, les récoltes elles-mêmes ont été touchées : en Ukraine, la production de céréales en 2019 a chuté de près de 30 % ; en Australie de 66 % pour le riz et le sorgho. Aujourd'hui, avec la crise sanitaire en cours, impliquant la fermeture des frontières et le manque de main d'œuvre dans les champs, c'est de nourriture dont nous risquons de manquer à court-terme dans les magasins. Que dire alors des prochaines décennies, quand on sait que les épisodes caniculaires vont se rallonger, sans même évoquer les autres catastrophes « naturelles », du type inondations hors normes, méga-feux, cyclones au plafond de la catégorie 5, etc. Ce que nous vivons aujourd'hui, en termes de confinement forcé et de ressources alimentaires sous pression, nous donne donc un aperçu de ce que nous ne voudrions surtout pas vivre pour l'avenir.

Des secteurs clés à soutenir

De fait, dans ce contexte, s'il est vraiment bien compris (et pas juste mentionné pour ajouter plus de poids à un plaidoyer idéologique déconnecté des réalités écologiques en cours), proposer encore et toujours une même vieille fausse solution toute faite, plaquée sur une réalité mal appréhendée, est-ce bien raisonnable ? Une version basique (revenu de subsistance) de cette idée peut avoir un sens transitoire pour les millions de personnes sans terres ni emplois des mégapoles du tiers-monde, mais certainement pas pour les anciens pays industriels aux modes de vie destructeurs. Quand on lit les rapports du GIEC et de l'IPBES (plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques), ceux de l'OIT annonçant des millions d'emplois dans la transition, est-ce éthiquement et raisonnablement fondé de défendre encore aujourd'hui l'idée d'un versement à tout le monde, un même droit à un revenu unique ? Lequel serait payé à un pilote de ligne sur vol long-courrier comme à une infirmière présente au front 80h par semaine, un magasinier dans un supermarché de quartier, un bénévole pour ATD, ou encore à une maraîchère sans vacances assurant le maximum de production pour que nous mangions ?

Alors le bon côté de la crise sanitaire que nous traversons, connues, aujourd'hui, c'est que nous pouvons ressentir dans notre corps les joies, mais aussi les limites à long terme d'un enfermement qui n'est pas que monétaire, mais psychologique, social, personnel en se disant que certes travailler a du bon, ainsi que le télétravail, mais les interactions sociales aussi, avec les assistantes sociales et les médecins que valorisent les précaires dans les personnes qui les aident à s'émanciper. A ce titre, même les plus précaires, auxquels ces débats d'idées que monopolisent les théoriciens du RBI, ne donnent jamais la parole, ne souhaitent justement pas un revenu inconditionnel, mais un emploi rémunéré, qui leur donne l'occasion de participer à la vie citoyenne, de se sentir utile, de rencontrer d'autres personnes, comme l'ont révélé les témoignages livrés dans le rapport des TZCLD (Territoires zéro chômeur de longue durée).

En réduisant la crise écologique et sanitaire à une solution de distribution d'un revenu universel, sans contrepartie, est non seulement socialement problématique, et éthiquement difficilement acceptable, mais surtout cela manque complètement le tournant d'une transition écologique et solidaire. La transition s'appuie précisément sur le besoin urgent d'emplois rémunérés et de productivité dans des secteurs clés bien repérés.

Car, ne nous voilons pas la face, c'est 20 à 30% des emplois dans les champs dont nous aurons besoin pour assurer une autonomie sur le long terme, dans une société énergétiquement sobre ! Nous sommes à 1 à 3% en Europe seulement. L'incitation est donc fondamentale dans ce secteur-clé, mais pas seulement : nous manquons de soignantes et de soignants dans les campagnes désertifiées, alors que l'on a besoin de terres fertiles à cultiver ! Nous avons aussi besoin de repenser la mobilité, les circuits-courts, les constructions (avec moins de béton et plus d'espaces végétalisés et de panneaux solaires à la fois). Ce sont tous les métiers qui sont à revoir sous le prisme de

l'urgence, à commencer par l'agriculture, la logistique, la santé et l'habitat.

En période de « guerre », pour autant que la métaphore soit adéquate, c'est un État fort qui est requis. Pas un État autoritaire, mais surtout doté d'un capital public suffisant pour faire face à une prochaine pandémie, et assurer notre survie, à court terme, et plus encore à long terme. Cela signifie investir massivement, mais non pour « relancer la croissance », une croissance responsable de la destruction du capital naturel et qui, à terme plus ou moins court, causera notre perte. Cela signifie donc aussi investir dans le renouvelable et surtout investir avec et dans les territoires et les régions.

En effet, c'est au niveau local que se fait déjà et se fera la résilience, avec les entreprises, ONG, collectivités de terrain qui font déjà souvent le travail de la transition en cours, mais qui ne sont pas suffisamment aidées aujourd'hui, financièrement et dans la valorisation de ce qui se joue en termes de création de richesses et d'innovation sociétale.

Les freins à la « transition », il faudrait dire plutôt les freins au développement durable désormais dans une société écologique et solidaire, sont d'ordre psychologiques, mais aussi idéologiques et politiques. Méfions-nous donc des solutions trop faciles qui ressortent en période de crise et mettons une bonne paire de lunettes, celles qui nous font vraiment voir le tsunami qui arrive, afin de nous préparer à temps.